

Approvisionnements d'énergie—Loi

également nous engager, par des moyens techniques, à financer tous ces projets à des coûts d'intérêt très bas, soit au coût d'administration.

De plus, le très honorable premier ministre a déclaré hier qu'il n'aurait qu'à demander aux producteurs d'acier de produire au prix coûtant. Pourquoi ne demande-t-il pas à ceux qui contrôlent l'argent et le crédit de fournir les crédits également au prix coûtant? Parce qu'il est, comme bien d'autres, attaché par le cou, valet de la finance. Il n'est pas un de ceux qui veulent remettre à l'État ce qui appartient à l'État.

L'État, monsieur le président, doit être autonome, et de la façon dont nous agissons présentement, nous sommes loin de l'être. Nous sommes sous la dépendance des capitaux étrangers, sous celle des fabricants de capitaux qui font ceux-ci de rien. Si l'on veut développer nos ressources naturelles, il nous faudra aller demander la permission à ces valets de la finance, comme si les ressources naturelles leur appartenaient.

On déclare bel et bien que les ressources naturelles nous appartiennent, que nous avons seulement à les exploiter, mais pour ce faire il faudra que l'honorable ministre des Finances (M. Turner), le très honorable premier ministre et le gouvernement se mettent à genoux devant les hauts financiers pour demander la permission de développer ces richesses ou ces ressources naturelles. Il faudra consentir à prendre l'actif de tous les Canadiens, l'actif de tous les nouveaux développements et de le porter à l'actif de la belle, sainte et sacrée finance.

Voilà, monsieur le président, où nous en sommes. Voilà comment nous devrions travailler d'une façon logique. Voilà où nous devrions mettre toutes nos activités pour construire ce que nous devons construire, faire bénéficier les Canadiens de leurs ressources, et non pas les leur enlever, en faisant ce que nous faisons présentement. Au lieu de développer nos ressources pour les Canadiens, nous les développons pour quelques financiers, à leur profit, au détriment des Canadiens. On engage les Canadiens à payer le tribut pendant des générations, et jamais ces développements ne leur appartiendront. Ils seront toujours la propriété de ceux qui les financent.

Si nous voulons un gouvernement souverain, il est temps, monsieur le président, en ce qui a trait aux grands développements que nous avons à faire, de prendre la souveraineté financière, de la mettre à l'épreuve, de la mettre à la disposition des Canadiens. Il est temps de s'en servir pour développer toutes nos ressources à la satisfaction des Canadiens, afin qu'ils deviennent et surtout restent propriétaires de leurs domaines ou de leurs propriétés.

Pour assurer les développements qui s'imposent, monsieur le président, soit distribuer les ressources canadiennes aux Canadiens pour pourvoir aux premières nécessités de la vie, il va falloir s'endetter éternellement en payant le tribut aux rois de la finance. Monsieur le président, nous serons encore dans un esclavage peut-être pire que celui que nous connaissons présentement, parce que les dettes des Canadiens sont astronomiques et que l'intérêt sur la dette fédérale dépasse trois milliards de dollars. Cette dette astronomique est intolérable, monsieur le président. Si nous augmentons encore, par ces développements, la dette publique, nous allons augmenter aussi l'intérêt. Nous augmenterons donc les intérêts et les impôts des contribuables à un tel point que ceux-ci seront obligés de faire faillite.

Mon préopinait disait tout à l'heure que les sociétés indépendantes étaient en train de faire faillite, mais quand

[M. Latulippe.]

on aura bâti cet oléoduc, dans le système actuel, ce sera tout le Canada qui fera faillite. Monsieur le président, tout ira entre les mains des grandes sociétés financières, qui exploitent à outrance l'économie des pays, surtout celle des Canadiens.

Monsieur le président, je dis que le gouvernement a exercé une politique à court terme, et je vais le prouver dans quelques instants. Au fait, depuis plusieurs années on maintient un grand nombre de Canadiens en chômage. On aurait donc pu effectuer les développements qui s'imposaient au Canada et faire travailler les gens au lieu de leur payer des prestations d'assurance-chômage, au lieu de voler ceux qui travaillent pour donner à ceux qui ne travaillent pas. Voilà ce que nous aurions pu faire. Mais le gouvernement, par sa politique à court terme, a toujours tout bloqué. Nous sommes toujours bloqués par la finance. Plusieurs projets auraient dû être entrepris, mais ils ne l'ont pas été parce qu'on n'avait pas les fonds nécessaires, et qu'on avait peur de s'endetter davantage.

Si l'on avait mis à notre disposition nos institutions financières, qui existent pour nous servir et plutôt que de servir les quelques grandes institutions financières que nous connaissons, nous aurions pu distribuer nos ressources, en faire bénéficier les Canadiens, et mettre à la disposition du peuple l'abondance qui existe partout au Canada. Nous ne manquerons jamais de produits pétroliers ou d'énergie, nous sommes capables d'en produire. Il existe de l'énergie et des produits pétroliers en abondance au Canada, mais pour les développer, monsieur le président, il faut «s'encarcanner» pour des générations. On devrait développer cela sans dette.

Un développement nouveau exige des crédits nouveaux, et ces crédits nouveaux devraient être émis sans intérêt. Monsieur le président, nous pourrions redonner le patrimoine national aux Canadiens, nous pourrions leur laisser leurs biens, plutôt que de se contenter de les changer de mains. Donner les ressources naturelles qui ne sont pas développées pour obtenir des crédits pour les financer, c'est aussi pire, monsieur le président, que de donner la maison du voisin à l'État ou à un voisin.

Pour effectuer les développements qui s'imposent, monsieur le président, soit distribuer les ressources canadiennes aux Canadiens, pour pourvoir aux premières nécessités de la vie, il va falloir s'endetter éternellement.

● (1440)

Or, monsieur le président, nous avons dans notre système actuel tous les moyens nécessaires pour doter les Canadiens d'une finance saine et développer toutes ces grandes ressources, notamment les ressources pétrolières. Nous disposons des moyens nécessaires pour les transporter et les développer. Nous possédons aussi, si nous voulons prendre le temps d'y réfléchir, tous les moyens pour financer ces entreprises sans hypothéquer les Canadiens, sans créer de nouvelles hypothèques en hypothéquant les anciennes.

Ainsi, monsieur le président, le coût d'administration baisserait au fur et à mesure de l'amortissement des dettes, et les Canadiens deviendraient propriétaires, des possédants, non pas des dépossédés. Dans le système actuel, il faut être complice et parasite pour donner ainsi aux étrangers nos ressources naturelles en voulant les développer. On les hypothèque, et par-dessus le marché, on nous les fera payer peut-être dix fois dans une décennie.

Monsieur le président, je voudrais dire quelques mots au sujet du discours que prononçait hier le premier ministre et qui est paru dans *Le Devoir* d'aujourd'hui. Je n'en lirai